

# Cinq candidats dans un mouchoir de poche à l'élection présidentielle au Portugal

11 millions de Portugais sont appelés aux urnes le 18 janvier prochain pour le 1er tour de l'élection présidentielle afin de désigner le successeur de Marcelo Rebelo de Sousa (Parti social-démocrate, PSD) qui est à la tête de l'Etat depuis 2016, soit deux mandats, et qui ne peut donc pas se représenter. Si aucun des candidats ne recueille plus de 50% + 1 voix, un 2e tour entre les deux candidats arrivés en tête sera organisé le 8 février.

Les Portugais résidant à l'étranger sont autorisés pour ce scrutin à voter par voie postale ou en se rendant dans les ambassades ou consulats des pays où ils vivent. La diaspora portugaise comprend environ 1,5 million de personnes. Seules 30 000 d'entre elles ont voté lors de la précédente élection présidentielle de janvier 2021.

L'élection présidentielle de 2026 est le 5e scrutin auquel sont conviés les Portugais depuis mars 2024 (le 7e pour les habitants de Madère qui ont voté à deux reprises pour des élections régionales) après les élections législatives du 10 mars 2024, le scrutin européen du 9 juin 2024, les élections législatives du 18 mai 2025 et les élections locales du 12 octobre 2025.

Le Parti social-démocrate, centre-droit, s'est imposé lors de ce dernier scrutin avec 34,3% des suffrages (136 mairies remportées, soit +22 par rapport aux élections municipales du 26 septembre 2021) devant le Parti socialiste (PS), qui a recueilli 33,2% des voix (127 mairies, - 21, dont celles de Lisbonne et de Porto). 59,3% des Portugais se sont rendus aux urnes.

## LES CANDIDATS EN LICE

11 personnes sont candidates lors du scrutin présidentiel des 18 janvier et 8 février prochains, soit un nombre record dans l'histoire du pays :

- Henrique Gouveia e Melo (indépendant), ancien chef d'état-major de la Marine (2021-2024), également connu pour avoir dirigé la vaccination contre le Covid-19 au Portugal ;

- Andre Ventura (Chega ! CH), fondateur et dirigeant de la formation de droite radicale et député ;
- Luis Marques Mendes (Parti social-démocrate, PSD), ancien secrétaire général du PSD (2005-2007) et ancien ministre des Affaires parlementaires (2002-2004) ;
- Antonio Jose Seguro (Parti socialiste, PS), ancien secrétaire général du PS (2011-2014) ;
- Joao Cotrim Figueiredo (Initiative libérale, IL), député européen ;
- Antonio Filipe (Parti communiste, PCP), soutenu par le Parti écologiste-Les Verts (PEV) de Heloisa Apolonia, député ;
- Catarina Martins (Bloc des gauches, BE), députée européenne ;
- Jorge Pinto (Livre, L), député ;
- André Pestana (indépendant), coordinateur national du Syndicat de tous les professeurs (STOP) ;
- Manuel Joao Vieira (indépendant), artiste ;
- Humberto Correia (indépendant), artiste.

Les dernières [enquêtes d'opinion](#) créditent Andre Ventura de 20% des suffrages, Luis Marques Mendes de 19%, Antonio Jose Seguro de 17%, Henrique Gouveia e Melo et Joao Cotrim Figueiredo de 16%. Entre la faible fiabilité des sondages au Portugal et le faible écart existant entre ces candidats, il est difficile de savoir qui se qualifiera pour le 2e tour. Une chose est certaine néanmoins : ce scrutin ne devrait pas permettre de désigner le successeur de Marcelo Rebelo de Sousa dès le 1er tour, ce qui constituerait une première depuis 1986. Hormis cette année qui, il y a 40 ans, a vu la victoire de Mario Soares (PS), le chef de l'Etat a

## 02

toujours été élu dès le 1er tour depuis la révolution des Œillets qui a mis fin en 1974 à la dictature instituée par Antonio Salazar en 1933.

Les questions de santé, d'immigration, du droit du travail et de l'utilisation des pouvoirs présidentiels tel que celui de dissoudre le parlement figurent au cœur de la campagne électorale.

### LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

En novembre 2024, Henrique Gouveia e Melo a refusé d'être nommé chef d'état-major de la marine et a commencé à préparer sa candidature à la présidence de la République. « *J'ai servi le Portugal pendant 45 ans. Quand le Portugal avait besoin de moi, j'étais là, j'ai toujours été présent. Je n'ai pas demandé aux Portugais de l'époque s'ils étaient de gauche ou de droite. La seule chose que j'ai demandée, c'était ce qu'il fallait faire et je l'ai fait. Les Portugais savent qu'ils peuvent compter sur moi* » a affirmé le militaire. Henrique Gouveia e Melo aime à souligner que sa candidature « *vise à unir le peuple portugais* » et que « *son parti, c'est le Portugal* ». L'homme, qui se voit comme le seul candidat indépendant, se déclare « *véritablement au-dessus des clivages politiques, indépendant et porteur de changement* ». Il met l'accent sur la défense de l'Europe. « *Ma candidature est celle qui peut contribuer le plus, à l'heure actuelle, à la sécurité du Portugal, à la stabilité et au progrès dans la cohésion* » a-t-il déclaré ajoutant « *Je suis une personne modérée et équilibrée, positionnée au centre mais je suis un pragmatique. Je veux résoudre les problèmes qui affectent la vie des Portugais depuis longtemps. Depuis plus de 20 ans, le pays stagne* ». Il est considéré par nombre de ses compatriotes comme le sauveur du pays en raison de son rôle lors de l'épidémie de Covid-19.

Longtemps donné favori des enquêtes d'opinion, Henrique Gouveia e Melo a vu sa cote de popularité décroître après les débats télévisés dans lesquels il a montré son inexpérience. Ces débats entre candidats ont commencé le 17 novembre.

Andre Ventura fait campagne en tentant de capitaliser sur le malaise et sur le mécontentement d'une

partie de ses compatriotes. Il souhaite stopper toute immigration. Le 22 décembre dernier, la juge Ana Barao du tribunal de Lisbonne a ordonné au dirigeant d'extrême droite de retirer dans les 24 heures les affiches de sa campagne qui visaient la communauté Rom. La justice a estimé que certains slogans comme « *Les gitans doivent respecter la loi* » pouvaient inciter à la haine ou à la discrimination.

Andre Ventura a affirmé qu'il était favorable à l'organisation de référendum sur la régionalisation du Portugal comme sur l'euthanasie. « *Si je suis élu président de la République, je ne serai pas un coupeur de ruban, je ferai une politique interventionniste et je serai un chef d'Etat actif* » a-t-il déclaré.

« *Andre Ventura veut profiter de cette campagne électorale pour continuer à faire progresser sa formation mais il sait que même s'il parvient à se hisser au deuxième tour, il ne pourra pas l'emporter* » a déclaré José Adelino Maltez, politologue de l'université de Lisbonne

Luis Marques Mendes, ancien président du PSD, peut mettre en avant son expérience politique. Il s'est rapidement imposé comme le candidat de son parti, annonçant sa candidature dès février 2025 et obtenant le soutien du parti au mois de mai. Soutenu par le Centre démocratique et social/Parti populaire (CDS/PP), de Nuno Melo, partenaire du PSD au gouvernement, et par le Premier ministre Luis Montenegro, Luis Marques Mendes pâtit néanmoins des divisions internes de son parti. Ainsi, les partisans de Pedro Passos Coelho, qui a été Premier ministre entre 2011 et 2015, ne l'apprécient pas et ils ont choisi de soutenir le candidat du PS, Antonio Jose Seguro ! De leur côté, les proches de l'ancien président du PSD (2018-2022) Rui Rio se sont engagés derrière Henrique Gouveia e Melo.

L'ancien secrétaire général du PS, Antonio Jose Seguro, qui est parvenu à imposer sa candidature au sein de son parti, ne doit donc pas être sous-estimé. Il est un représentant de l'aile centriste du PS. Il devra composer avec 3 autres candidats de gauche : le député Antonio Filipe (Parti communiste, PCP), la députée européenne Catarina Martins (Bloc des gauches, BE) et le député Jorge Pinto (Livre, L).

## LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE AU PORTUGAL

Le président de la République portugaise est élu tous les 5 ans au suffrage universel direct. Chaque candidat à la magistrature suprême doit être âgé d'au moins 35 ans et doit impérativement recueillir la signature d'un minimum de 7 500 électeurs.

La fonction de chef de l'Etat est principalement honorifique. Autorité morale, le président de la République possède néanmoins 2 pouvoirs essentiels : il nomme le Premier ministre et il peut dissoudre le parlement (article 172 de la Constitution) six mois après son entrée en fonction, une dissolution qui conduit *de facto* à de nouvelles élections législatives.

Le président de la République est le chef des armées dont il désigne les chefs d'état-major. Sur proposition du gouvernement, il nomme les ambassadeurs. Il peut déclarer l'état d'urgence ou l'état de siège, voire la guerre en cas d'agression réelle ou imminente. Il signe les lois et les décrets votés par le parlement sur lesquels il dispose d'un droit de veto. Sur proposition du gouvernement ou du parlement, il décide de l'organisation de référendum.

Le chef de l'Etat ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

## Rappel des résultats de l'élection présidentielle du 24 janvier 2021 au Portugal

Participation : 60,74%

| Candidats  | Nombre de voix<br>recueillies | Pourcentage des<br>suffrages obtenus |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Marcelo Rebelo de Sousa (Parti social-démocrate, PSD)</b>                                       | 2 531 692                     | 60,66                                |
| <b>Ana Gomes (Parti socialiste, PS)</b>  | 540 823                       | 12,96                                |
| <b>Andre Ventura (Chega, CH)</b>   | 497 746                       | 11,93                                |
| <b>Joao Ferreira (Parti communiste, PCP)</b>   | 179 764                       | 4,31                                 |
| <b>Marisa Matias (Bloc des gauches, BE)</b>  | 165 127                       | 3,96                                 |
| <b>Tiago Mayan Gonçalves (Initiative libérale, IL)</b>   | 134 991                       | 3,23                                 |
| <b>Vitorino Silva davantage connu sous le nom de Tino de Rans (Réagir, inclure, recycler, RIR)</b> | 123 031                       | 2,95                                 |

Source : <https://files.diariodarepublica.pt/1s/2021/02/02702/0000200002.pdf>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2025

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.